



COMMUNIQUE DE PRESSE

Discussion pour la formation du Gouvernement fédéral

Les services de proximité aux citoyens assurés par les communes ne veulent pas payer la facture des revendications flamandes!

L'Union des Villes et Communes de Wallonie a pris connaissance des revendications institutionnelles flamandes.

Les villes et communes wallonnes déplorent que plusieurs revendications flamandes soient de nature à mettre directement en cause les services de proximité aux citoyens assurés par les pouvoirs locaux.

Ainsi, en demandant la régionalisation des **services d'incendie**, les négociateurs flamands mettent à néant tout le travail des associations des villes et communes, mais également des fédérations de pompiers, pour améliorer la sécurité des citoyens et obtenir un refinancement fédéral à hauteur de 50% des coûts globaux, contre 10% seulement aujourd'hui.

De même, le financement de la **police** est aujourd'hui grandement dépendant des ressources du fonds de la sécurité routière; or les revendications flamandes portent sur la régionalisation de la perception des amendes de circulation routière.

De son côté, la régionalisation de la politique de **soins de santé** ne manquera pas de se répercuter doublement sur les communes et CPAS, qui d'une part sont gestionnaires d'**hôpitaux et de maisons de repos**, et d'autre part dispensateurs d'**aides sociales** en complément de la sécurité sociale.

Enfin, l'**économie sociale** ainsi que la **politique des grandes villes, orientées vers les populations les plus fragilisées**, souffriront inévitablement d'une régionalisation qui, par la rupture de solidarité fédérale qu'elle entraînerait, enrichira les riches et appauvrira les pauvres.

L'Union des Villes et Communes de Wallonie déplore donc que plusieurs revendications flamandes constituent non seulement un transfert de l'Etat vers les Régions, mais **un transfert de l'Etat vers les communes, ce qui est inacceptable**.

Notre association, représentative de l'ensemble des pouvoirs locaux de Wallonie, entend s'y opposer énergiquement et demande aux partis francophones de prendre en compte l'intérêt des communes et des citoyens.

Contact:

Paul Furlan, Président: 0475/879.113.